



## 34<sup>ème</sup> Congrès de la FNCCR Annecy, 22 au 25 septembre 2009

### Motion relative à l'éligibilité des collectivités au dispositif des certificats d'économie d'énergie

*Réunies en congrès le 24 septembre 2009, les autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité*

#### **Considérant**

- *les objectifs fixés par le « paquet climat énergie » européen et par le Grenelle de l'environnement en matière de réduction de la consommation d'énergie*
- *l'exemplarité que représente l'action des collectivités pour inciter les autres acteurs à améliorer leur efficacité énergétique et l'importance de leur implication dans ce domaine*
- *l'article L2224-34 du Code général des collectivités territoriales qui autorise expressément les autorités concédantes de la distribution d'énergie à mener des actions de maîtrise de la demande d'énergie en utilisant les certificats d'économie d'énergie et l'article 19 de la loi « Grenelle 1 » selon lequel l'Etat les encourage à mener des actions de maîtrise des consommations d'énergie pour le compte de leurs membres*
- *les projets d'évolution du dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) qui visent à réduire l'éligibilité de ces collectivités*

#### **Demandant**

- *le maintien de l'éligibilité des collectivités aux certificats d'économie d'énergie pour les actions menées sur leur patrimoine **ou sur leur territoire***
- *la fixation du seuil minimal permettant de déposer un dossier à un niveau qui ne soit pas dissuasif (3 GWh maximum)*
- *la fixation d'un délai de dépôt des certificats suffisamment long pour permettre la constitution de dossiers de regroupement (2 à 3 ans minimum)*
- *la fixation d'un quota minimal de CEE pour les actions destinées à réduire la précarité énergétique*